

1501-1502 Nouvelles du groupe de travail sur le commerce – janvier / février

Les articles originaux sont en anglais et publiés sur le site de "bilaterals". Vous trouverez les liens précis à la fin de l'article ainsi que les auteurs.

LES AGRICULTEURS D'AFRIQUE DE L'OUEST CONTRE L'ECONOMIE DE L'U.E., COMPETITION INTERNATIONALE

En CEDEAO, les agriculteurs exhortent les pays individuels à cesser toute démarche au sujet des APE. Ils craignent les conséquences de l'accord commercial sur l'économie de la Région. Ibrahim Coulibaly, leader de l'organisation des agriculteurs du Mali ²LA COORDINATION NATIONALE DES ORGANISATIONS PAYSANNES², dit que les chefs d'état de la CEDEAO ont trahi leur peuple en signant l'accord sous sa forme actuelle. Les agriculteurs soulignent que l'APE a été imposé à la Région. Selon les paysans, le libre-échange fonctionne mieux entre égaux et la CEDEAO n'a pas de marchandises à vendre à l'UE sur cette base. Les paysans posent aussi une question très importante : si l'U.E. apprécie le libre-échange, pourquoi l'a-t-elle refusé avec les Etats-Unis ? [En savoir plus](#)

-

ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE : TOUJOURS UNE QUESTION QUI DIVISE

Tout comme les autres régions d'Afrique, les pays d'Afrique centrale gémissent sous le pacte commercial de l'UE. La Région et l'UE ont été en négociation pour l'accord de partenariat économique (APE), mais les questions inextricables inhérentes à l'accord doivent encore être résolues. Cependant, le Cameroun a signé et ratifié un accord provisoire dans l'espoir que les APE le conduiraient à davantage d'opportunités et de commerce avec l'UE. En même temps, le même Cameroun craint la menace des APE sur la perte de revenus provenant de droits de douane, le risque d'affaiblir le processus d'intégration et une compétition accrue avec des produits d'UE. Mais, comment le Cameroun voudrait à la fois manger son gâteau et le récupérer, c'est lui qui le sait. [Pour en savoir plus.](#)

Les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest contre l'économie de l'U.E., compétition internationale

publié le 21-janvier-2015

Les chefs d'Afrique de l'Ouest devraient suspendre l'application de l'accord, selon Tiasse Bouare,

membre du parlement au Mali.

AFK Insider | 20 Jan 2015

par Soumaila Diarra AFKI

Les organisations professionnelles d'agriculteurs en Afrique de l'Ouest craignent d'être submergées par des produits industriels et agricoles provenant des pays de l'U.E. Selon Ibrahima Coulibaly, leader de l'organisation des fermiers du Mali, la [Coordination nationale des organisations paysannes](#) (CNOP), la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ouvrira ses frontières aux produits de l'UE en 2015. Ce mouvement suit la signature par les leaders d'un accord de partenariat économique (APE) en octobre dernier.

Un mois après la signature, les organisations paysannes africaines ont décidé de combattre cet accord qui, disent-elles, mettra en danger les agriculteurs à petite échelle non préparés en Afrique de l'Ouest.

Coulibaly dit que dans chaque pays de la CEDEAO, des actions locales sont entreprises pour informer les autorités au sujet des impacts négatifs que l'accord peut exercer sur les industries locales et les systèmes agricoles.

“Depuis 10 ans nous luttons contre l'APE, mais les chefs d'état de la CEDEAO ont trahi leurs peuples”, dit Coulibaly à AFK Insider. “Nous avons invité le Président Ibrahim Boubacar Keita à éviter de signer l'accord dans son état actuel.”

Dans un communiqué de presse de groupes d'états d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) publié en décembre dernier, les leaders des ACP ont annoncé un renforcement de leur coopération économique avec l'Europe en 2015, ce qui est censé être le début d'un partenariat économique important.

Des représentants de l'UE et des pays ACP – qui incluent les pays de la CEDEAO – qui se sont rencontrés à Bruxelles ont dit que le changement de politique sera une occasion unique pour le groupe ACP et les pays de l'UE de montrer qu'ils ont une relation efficace qui doit être préservée.

Les pays de l'UE ont promis plus d'argent pour financer des projets de développement dans les pays ACP, selon Neven Mimica, commissaire au développement de l'UE. Mais les représentants des paysans du Mali disent que les pays de l'UE, qui sont bien organisés, essaient d'imposer le libre-échange à l'Afrique de l'Ouest par le truchement des APE.

“Ce qu’ils veulent, c’est une zone de libre-échange entre l’Europe et la CEDEA O. Ce serait une bonne chose si nous avions quelque chose qui pourrait être vendu sur les marchés européens” ajouta Coulibaly.

Mise en danger de l’élevage et de l’agriculture

Selon la confédération des paysans du Burkina Faso (CPF), les pays membres de la CEDEAO devraient stopper le processus de partenariat, qui démarre en ce moment le paiement d’une nouvelle taxe sur les biens qui entrent dans le continent. Bassiaka Dao, président de l’organisation, croit que [les fermiers locaux y perdront](#) avec l’APE, car les pays riches et pauvres ne peuvent pas avoir des opportunités égales lorsqu’il s’agit de créer une compétition économique.

Dans tous les pays de la CEDEAO, un nouveau système de taxation sera introduit en 2015. Il permet aux commerçants de ne payer que 35% de taxes sur les biens en provenance de pays étrangers. Ce n’est pas un taux suffisant, selon Dao qui, d’après [Le Pays](#), promet d’élever le paiement à 50% sur les produits – riz, lait, froment, viande – qui peuvent mettre en danger l’élevage et l’agriculture dans la région d’Afrique de l’Ouest.

Les chefs d’Afrique occidentale devraient suspendre l’application de l’accord, selon Tiasse Bouare, membre du parlement au Mali.

“Nous devons suspendre le processus jusqu’à ce que nos pays soient bien préparés pour faire face à la compétition,” dit-il à AFK Insider. “Si nous ne le faisons pas, tout ceci peut causer des complications pour la production des éléments fondamentaux de l’économie locale.”²

Au Burkina-Faso, les gens craignent surtout les conséquences de spéculations possibles sur le prix des produits agricoles comme les céréales. Selon la principale organisation qui représente les paysans du pays, 80 % de la population locale vivent de l’agriculture – mais ils ne sont pas capables de fournir des produits compétitifs au marché international.

En Afrique de l’Ouest, beaucoup d’organisations professionnelles pensent que l’accord qui lie les pays à l’Europe risque d’entraver le processus d’intégration régionale qui a démarré en 1975. Par conséquent, la CPF du Burkina-Faso fait appel aux leaders de la CEDEAO pour qu’ils suspendent le nouveau système de taxes et qu’ils revoient l’accord avec les pays de l’UE, en impliquant les organisations paysannes.

Une échelle différente de compétition internationale ?

Selon Mamadou Goïta, activiste malien, la mobilisation des organisations paysannes est importante.

“Il y a des années que l'accord aurait pu être signé, mais il avait été retardé par des organisations de la société civile, qui étaient soutenues par l'ancien président du Sénégal, le président Abdoulaye Wade. Le plan était de terminer le processus en 2007,” dit-il à AFKInsider.

Certains activistes disent que les pays ACP ont été obligés de signer l'accord afin de bénéficier d'argent pour le développement de leurs pays.

Goïta dit aussi que l'Union Européenne impose à l'Afrique ce qu'elle a refusé aux Etats-Unis, qui demandaient un système de libre-échange avec l'Europe. Les activistes se demandent encore toujours pourquoi le cycle de négociations de Doha sur le coton a échoué, bien que l'Europe ait prêché les valeurs du libre-échange.

“A l'Organisation Mondiale du Commerce, les Européens et les Américains ont refusé d'abandonner certains subsides qui exercent des impacts négatifs sur les producteurs africains de coton dont la production ne peut pas faire face à la compétition internationale.”²

LES ACCORDS COMMERCIAUX DE L'EU MENACENT D'ECRASER LE COMMERCE FLORISSANT DU KENYA

Les APE sont une nouvelle manière de réduire l'Afrique en esclavage économique. Un membre allemand du Parlement Européen semblait le dire en exprimant son mécontentement de la manière dont l'UE a négocié l'an dernier avec l'Afrique orientale dans son accord commercial. Il disait que **“les pays en voie de développement ont un revolver pointé sur leur poitrine – ou ils signent ou leur accès au marché européen est restreint”**. Le Kenya et la Namibie furent les victimes de ce type d'hégémonie de l'UE. Entre-temps. Liz May, à la tête de la politique à Traidcraft se lamente sur les inconsistances entre la commission européenne du développement et les politiques commerciales. [Pour en savoir plus.](#)

16 janvier 2015 “Les pays en voie de développement ont un revolver pointé sur leur poitrine – ou ils signent ou leur accès au marché de l'UE est restreint,” dit Ska Keller, membre allemande du Parlement Européen qui est choquée de la manière dont l'Union Européenne a négocié un accord commercial avec l'Afrique orientale l'an dernier. Dans ce cas, le revolver était pointé sur le Kenya – plus spécifiquement, sur son industrie de fleurs coupées. Le commerce de fleurs est lucratif, il vaut plus de 10 milliards d'euros (£7.7bn) par an dans le monde entier, et le Kenya est un des plus grands exportateurs de tiges coupées. Aussi ce fut un coup écrasant lorsque, en octobre de l'an dernier, l'Europe imposa des droits de douane

sur les fleurs coupées du Kenya, en rendant potentiellement ses fleurs nettement plus chères que celles cultivées sur le sol européen. Plutôt que de risquer de perdre leur commerce en faveur d'autres fournisseurs, les sociétés kenyanes productrices de fleurs absorbèrent les droits de douane. Au cours des trois mois où ils existaient, le Conseil des fleuristes du Kenya estime que ses exportateurs ont rassemblé des coûts d'environ 3 millions d'euros (£2.3m). Le Kenya était puni parce qu'il n'avait pas signé un nouvel accord commercial.

Comme l'industrie des fleurs coupées commençait à sentir la peine, Nairobi s'est cassé et a signé sur la ligne pointillée. L'UE a supprimé les droits de douane le jour de Noël, ce qui veut dire que les exportateurs de fleurs du Kenya ont une course claire vers la Saint-Valentin. Lodewijk Briet, l'ambassadeur de l'UE au Kenya, dit dans une déclaration que l'UE avait ²accélééré² l'approbation de la transaction et il l'a appelée un ²cadeau de Noël pour les exportateurs kenyans². Tandis que l'industrie florale exhale un soupir de soulagement, de nombreux observateurs craignent que l'accord de partenariat économique (APE) signé par les pays d'Afrique orientale soit nuisible à long terme. L'APE force les pays africains à ouvrir 80% de leurs marchés à des importations d'Europe. En échange, les états africains reçoivent l'accès libre de droits de douane au marché européen. Cependant, la transaction est biaisée par d'autres accords déjà en place. Liz May, à la tête de la politique à Traidcraft, explique : "Il n'y a réellement rien là-dedans pour l'Afrique orientale."

Elle dit que la plupart des pays d'Afrique orientale ont déjà un accès libre de droits et de quotas à l'UE sous l'accord 'tout sauf les armes', de sorte qu'ils n'ont rien à gagner. ²C'est mettre le Kenya en situation de forcer ses partenaires à signer quelque chose à quoi ils ne sont pas favorables.² Ennuyés de ce que leurs marchés domestiques seraient inondés de marchandises européennes, beaucoup de pays africains ont résisté à l'APE. May dit : ²Les importations d'UE pourraient entrer en compétition avec des industries domestiques [telles que] les produits laitiers, l'agriculture ; ces produits d'Europe pourraient être subsidiés de manières différentes du côté européen.² Il y a des préoccupations majeures que cet accord, en fait, empêcherait le développement. Andrew Mold, l'analyste économique de l'ONU pour l'Afrique orientale, a dit : ²Les pays africains ne peuvent pas entrer en compétition avec une économie comme celle de l'Allemagne. Il en résulte que le libre-échange et les importations de l'UE mettent en danger les industries existantes, et les industries futures ne se matérialisent même pas parce qu'elles sont exposées à la compétition de l'UE.²

Ce n'est pas la seule situation où l'Europe semble défaire le travail de développement avec une transaction commerciale, dit May. ²Il y a énormément d'exemples d'incohérence entre la politique de développement de la Commission Européenne et ses politiques commerciales.² Elle cite l'exemple de l'industrie de viande de bœuf de la Namibie. ²Au cours des négociations [pour un APE], l'UE a donné toutes sortes d'aides et de soutien au secteur du bœuf de la Namibie pour lui permettre de se développer et d'être florissant.² Quand la Namibie a refusé de signer, l'UE a menacé de cesser son accès libre de droits à l'Europe, en fermant effectivement ces marchés aux exportations de bœuf du pays. Des partisans disent que les APE renforcent les marchés africains et leur donnent une opportunité de rattraper l'Europe. De plus, sous les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'UE a été obligée de négocier un nouvel accord commercial avec l'Afrique orientale et elle n'avait plus le temps de le faire. Les négociations sur l'APE avaient duré depuis plus de 10 ans et on suggère que l'imposition de droits de douane est venue de la frustration à cause du manque de progrès. Sylvie Mamias, secrétaire générale de l'association internationale de fleuristes, l'Union Fleurs, dit : "Je sais, du contact direct avec les négociateurs, que l'UE n'a jamais eu l'intention de devoir imposer des droits de douane. C'était juste dans le sens qu'ils étaient

dans un processus de négociation. Le jeu était clair pour chacun. Il y avait une date limite claire.” Keller, la parlementaire européenne allemande, dit qu’il y avait, cependant, d’autres options, telle qu’une renégociation de l’APE, ou la mise en œuvre d’un réel accord de partenariat. ²Les APE ne sont pas des accords de partenariat. Ce sont des transactions de libre-échange et, par conséquent, ils vont complètement à l’encontre de la logique de développement qui avait prévalu dans notre relation avec ces pays.² - Voyez davantage (en anglais) à

<http://www.bilaterals.org/?eu-trade-agreements-threaten-to#sthash.zWiFTXMo.dpuf>

Accords de partenariat économique : toujours une question qui divise

publié 7 janvier 2015

Au Cameroun, où un accord provisoire a été signé, puis ratifié par le parlement, le débat continue toujours.

Affaires au Cameroun | 06 janvier 2015

Accords de partenariat économique : toujours une question qui divise

Suite à la signature par le Cameroun de l'accord provisoire, des opérateurs économiques, des intellectuels et des commerçants professionnels prennent la parole.

Depuis octobre 2003, les pays d’Afrique centrale et l’Union Européenne (UE) ont poursuivi des négociations sur un accord de partenariat économique pour instituer un nouveau régime commercial en remplacement du système commercial préférentiel non réciproque, en place comme une partie de l’accord d’intégration préférentielle de Cotonou.

Après plusieurs années de négociations, l’UE et les pays d’Afrique centrale ne sont pas encore arrivés à un consensus sur les questions techniques impliquées dans l’ébauche de l’accord. Au Cameroun, où un accord provisoire a été signé et ratifié par le parlement, le débat continue toujours. A ce jour, beaucoup de ce qui a été dit concernait l’impact négatif des APE et la déstabilisation qui pourrait résulter d’un APE qui ne prendrait pas suffisamment en compte les soucis de développement.

La troisième édition de l'initiative de l'université GICAM, qui était complètement consacrée à ce sujet, a permis récemment à divers leaders de l'économie camerounaise de partager leurs points de vue sur cette question décisive pour l'Afrique centrale en général, et le Cameroun en particulier. Quelques points de vue ont attiré notre attention et ont provoqué des discussions prolongées, comme une partie de la réunion avec des partenaires sociaux. A la fin, les idées avaient évolué notablement. La question des barrières douanières, qui avait précédemment attiré tellement d'attention, est tombée sur le côté, en laissant place à des arguments beaucoup plus complexes.

Plus d'opportunités à saisir, mais aussi plus de risque à craindre

Le gouvernement camerounais, qui a cherché un accord régional, a défendu la signature des APE provisoires. Dieudonné Bondoma, directeur général de l'économie au Ministère de l'économie, a expliqué que dans le cas d'une ratification, les APE mèneraient à plus d'opportunités et de commerce avec l'UE en créant de nouveaux marchés et en augmentant la production grâce à une spécialisation améliorée ; ils amèneraient plus de revenus en élargissant les exportations dans la zone et en augmentant les exportations vers le reste du monde.

Certains orateurs de l'événement à l'université GICAM, comme Félix Zognig de l'université de Québec au Canada, sans parler explicitement des APE, défendaient les bénéfices de l'ouverture de marchés. ²L'expansion géographique de l'activité économique d'une entreprise au-delà de ses frontières nationales lui permet d'être plus compétitive et de poursuivre son expansion, tandis qu'il a été montré au niveau global que le plus grand créateur d'emplois nets et de richesse est à l'ordre du jour pour une forte croissance², a expliqué M. Zognig.

Mais il a aussi admis que les opportunités offertes par ces accords ne peuvent contrebalancer les menaces d'une perte de revenus douaniers, le risque d'affaiblir le processus d'intégration et une compétition accrue de la part des produits d'UE. ²La vision à court terme, qui se focalise sur les pertes de droits de douane, ne prend pas en compte les effets positifs que ceci pourrait avoir à long terme sur le Cameroun, si les entreprises approchaient résolument la compétitivité et la remise à niveau,² déclara le gouvernement.

En finale, on fut d'accord pour dire que la question de l'APE doit être abordée avec prudence parce que de tels accords n'ont guère de chance d'être une panacée. Une réflexion profonde amena à la conclusion qu'une fois qu'il est signé, la chose la plus importante pour le Cameroun serait les réformes pour s'adapter aux exigences changeantes de l'environnement économique global.

- Voyez davantage (en anglais) sur :

<http://www.bilaterals.org/?economic-partnership-agreements-26640#sthash.h69Te0Ay.dpuf>

[Go back](#)